
JOHANNESBURG – Session du programme de bourses

Mercredi 28 juin 2017 – 12h00 à 13h30 JNB

ICANN59 | Johannesburg, Afrique du Sud

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [...] boursiers. Nous sommes le 28 juin 2017 dans la salle Bill Gallagher.

SIRANUSH VARDANYAN : Eh bien, Mesdames et Messieurs, nous allons commencer notre séance. Veuillez s'il vous plaît prendre place. Aujourd'hui, nous avons un invité de notre équipe régionale des parties prenantes, l'engagement des parties prenantes régionales. Une personne qui nous vient d'Afrique. Et je l'ai invitée tout spécifiquement pour cette séance, pour qu'il vous rencontre, pour que vous le rencontriez, pour parler de la stratégie pour l'Afrique.

Et c'est, même si vous n'êtes pas d'Afrique, extrêmement intéressant pour apprendre comment notre équipe d'engagement des parties prenantes, au niveau international, fonctionne et travaille. Il y a des priorités qui s'appliquent uniquement à une région et pas à d'autres, mais il y a beaucoup d'éléments intéressants que vous pourrez retirer, des perspectives régionales et des stratégies régionales qui existent à l'ICANN.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Donc sans plus attendre, j'aimerais inviter à nous rejoindre sur l'estrade, M. Pierre Dandjinou. Et nous avons également nos amis collègues, Yaovi. Yaovi est un des fellows; il restera toujours un fellow, un ancien boursier qui devient membre du personnel. Et Bob également. Rejoignez-nous s'il vous plaît.

Donc si vous êtes d'Afrique, vous avez participé peut-être à ce webinaire gratuit. À trois webinaires, pardon. Et vous avez appris des choses intéressantes dans le cadre de ces webinaires. Mais vous êtes des nouveaux venus. Vous n'avez pas participé à beaucoup de réunions de l'ICANN, et même, c'est peut-être votre première réunion. Donc vous en apprenez toujours plus en creusant un petit peu sur un thème précis.

Donc sans plus attendre, nous avons la présentation à l'écran. Yaovi et Pierre, quelques mots et remarques liminaires.

PIERRE DANDJINOU : Merci beaucoup, Siranush. Bienvenue. Bienvenue à toutes et à tous. Je m'appelle Pierre Dandjinou. Je suis vice-président chargé de l'engagement en Afrique et je suis toujours très heureux de parler à mes nouveaux venus. À des personnes qui arrivent pour la première fois à une réunion de l'ICANN. Et je veux m'assurer donc, est-ce qu'il s'agit de votre première participation dans une réunion de l'ICANN ? Qui est ici pour la

première fois ? Ici pour la première fois, levez la main ? Donc oui, levez la main si c'est la première fois.

Donc nous sommes dans notre troisième journée de notre réunion de Johannesburg. Et que pensez-vous de l'ICANN ? J'aimerais vous poser cette question. Pour certains des nouveaux venus avec qui j'ai parlé, ils ont dit « Trop d'acronymes ». « On ne sait pas exactement de quoi on parle ». Et certains m'ont dit même, « Mais qu'est-ce que vous faites ici avec vos ordinateurs ; vous êtes en ligne, et vous continuez à travailler en ligne, mais vous ne parlez pas entre vous ! Pourquoi vous ne restez pas chez vous ? On ne comprend pas très bien ce qui se passe ». « Pourquoi est-ce que vous venez à une réunion où vous êtes supposés avoir une rencontre après avoir fait des heures et des heures d'avion ». Il y a des personnes qui ne comprennent pas ce qu'on fait ici à une réunion de l'ICANN. Et j'ai répondu.

Vous savez, il y a des gens qui sont venus ici depuis le début de l'ICANN. Et on est à la 59^e réunion. Et beaucoup participent à toutes les réunions de l'ICANN. Donc c'est quelque chose qui doit les intéresser s'ils reviennent si souvent, s'ils voyagent si longtemps. Ce n'est pas une raison de faire du tourisme. Non. C'est d'autres raisons.

Donc, mon message, avant de laisser Yaovi et Bob dire quelques mots et passer par l'intermédiaire de la présentation, moi j'aimerais plus converser avec vous. Donc si vous allez sur le site Web, vous allez apprendre beaucoup sur l'ICANN. Je crois que l'ICANN est extrêmement transparente comme organisation.

Mais nous allons nous concentrer sur ce qui se passe en Afrique, sur la stratégie africaine que nous avons à l'ICANN, comment nous travaillons avec l'Afrique. Et nous allons faire de notre mieux pour vous faire participer, pour vous engager également.

Donc vraiment, il y a quelque chose qui passionne beaucoup de personnes à l'ICANN. Et moi, ça fait – je suis une de ces personnes qui viennent depuis tant d'années aux réunions de l'ICANN et qui a participé au processus de développement de recherche sur l'ICANN. On ne savait pas exactement quel type d'animal nous allions créer. Nous avons conçu un nouveau type d'organisation. Vous vous rappelez que le gouvernement américain a permis beaucoup plus de liberté. Et nous gérons maintenant de manière privée l'Internet. Donc, comment y arriver ?

J'ai participé à la conception de cela et j'ai été un des rares Africains à l'époque. On a été dans de nombreuses réunions à Genève, aux États-Unis. Et ce qui comptait le plus, c'était l'engagement des personnes, des personnes techniques, des spécialistes de l'informatique. Et nous nous sommes penchés

sur les questions de développement des politiques, des politiques qui ont trait aux systèmes d'identifiant unique sans lequel il n'y aurait pas d'Internet, sans lequel l'Internet ne fonctionnerait pas. Il n'y aurait pas un Internet sécurisé. C'est ce que nous faisons à l'ICANN. Nous nous assurons que l'Internet est stable et sécurisé.

Et après ces quelques mots, je vais donner la parole à Yaovi et à Bob. Et nous allons effectuer notre présentation.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Pierre. Nous n'allons pas vous montrer toutes les diapositives, mais nous voulons être en mesure de dialoguer, de répondre à des questions.

Pour ceux qui ont participé aux Webinaires, nous avons un Webinaire. Mais le temps imparti n'était pas suffisant. Et certains d'entre vous ne pouvaient qu'écouter, ne pouvaient voir sur Adobe Connect. Ne pouvaient voir ces transparents donc on va vous les présenter très rapidement. Vous avez entendu beaucoup parler de l'ICANN depuis que vous êtes arrivés à Johannesburg. Donc la communauté multipartite, on en a déjà beaucoup parlé. Donc nous allons parler de la stratégie africaine.

Ça, ça provient d'une réunion où on était à Prague en 2012. Et vous avez vu la communauté africaine hier. Mais en 2012, on a lancé cette stratégie pour l'Afrique. Parce qu'avant, il y avait des Africains qui allaient aux réunions. Il n'y avait rien de concret qui se passait sur le terrain. Donc en 2012, on s'est assis avec le PDG, Fadi à l'époque, Fadi Chehadé. Et on a donné l'opportunité à la communauté africaine d'effectuer grâce à ces changements de PDG, l'occasion de créer un groupe de travail. La stratégie pour l'Afrique. Un groupe de travail « Stratégie pour l'Afrique » a produit ce document. Il y a eu une liste de diffusion avec beaucoup d'échanges, d'échange de courriels. Vous êtes sur la liste africaine. Vous avez un lien à la fin de la présentation. On vous donnera un lien pour rejoindre cette liste de diffusion.

Donc il y a eu des commentaires de la communauté qui ont été reçus. À la réunion de Toronto, on a présenté cette stratégie. Et depuis 2012, on a mis en œuvre cette stratégie pour l'Afrique.

Donc la communauté voulait que deux points soient principalement soulignés : qu'il y ait un développement du marché de l'Internet en Afrique et qu'il y ait une participation plus forte de l'Afrique. C'était deux objectifs clés.

Ce que l'on veut mentionner également, c'est qu'on a des projets clés pour cette stratégie. Donc l'un d'entre eux, c'est des prix qui sont remis pour le DNS. On a eu le premier à Durban, et

maintenant on se concentre sur le forum du DNS. Donc il y a des choses qui se sont passées à Dar es Salam en Tanzanie. Donc ça fait partie de la stratégie. Le forum du DNS. Donc vous êtes tous invités au forum du DNS.

On essaie également d'améliorer la communication. Nous avons une liste de diffusion pour communiquer. Nous avons un site Web qui a été mis à jour. On a un wiki pour la communauté également qui existe. Donc beaucoup de canaux de communication, les Webinaires sont très utiles à la communauté.

Un élément clé de la stratégie, c'est des ateliers chaque année, des ateliers spécialisés. Le premier s'est tenu à Cotonou au Bénin, en 2012. Ensuite, on est allé à Harare. Et l'année dernière, on a parlé de la participation du gouvernement à Nairobi. Donc ça aussi ça fait partie de la stratégie africaine.

Ce que l'on essaye de faire, c'est d'aider les institutions des pays à travailler avec le serveur racine L. Vous savez qu'on gère ce serveur racine de l'Internet. Donc les institutions africaines sont des hôtes également, et il y a des copies de ce serveur racine.

Donc il y a certains pays d'Afrique qui ont déjà reçu cela, mais le Gabon, Burkina Faso ont fait des demandes pour recevoir donc des copies du serveur racine. Donc par l'intermédiaire de ce programme, nous sommes en mesure d'aider les pays avec les

protocoles DNSSEC pour la sécurité du DNS. Pour les ccTLDs, pour les noms de pays, les extensions de noms de pays, on veut s'assurer que tous les pays d'Afrique sont représentés au GAC. Parce que beaucoup de pays, de par le passé, pas au courant de l'existence du GAC. Donc on veut absolument que tous les pays d'Afrique soient représentés au GAC et ont donc voix au chapitre.

Donc on est en mesure également d'envoyer en formation des bureaux d'enregistrement. On a eu des formations au Canada qui ont existé. Et AFNIC également ce n'est pas seulement pour l'Europe, l'Asie et les États-Unis. En Tunisie, nous avons eu un atelier de ce type qui s'est déroulé. Nous en aurons un pour les pays anglophones cette année fiscale. Et nous bâtissons et renforçons les capacités également, capacités commerciales. Nous travaillons avec la communauté habilitée du DNS.

Ce que nous faisons également, c'est nous concentrer sur la sensibilisation. Nous avons des ateliers spécialisés à ce sujet. Et nous mettons l'accent sur la jeunesse. Je vais laisser va poursuivre la présentation pour qu'on ait le temps de répondre à vos questions.

BOB OCHIENG :

Merci Yaovi. Moi je serai très bref. Vraiment, l'intention de cette séance, c'est véritablement de se rencontrer de visu, de se

connaître, de faire connaissance, d'apprendre à mieux communiquer. On communique principalement par courriel et c'est agréable de se voir et de voir les visages des gens avec qui on communique. C'est tout à fait agréable.

Donc il y a des personnes que vous voyez sur des listes de diffusion, et vous avez ensuite de meilleures interactions lorsque vous les rencontrez.

Donc nous voulons vous rencontrer, que vous connaissiez l'équipe. Dans le Webinaire, il y a eu des questions. On a expliqué le nombre de personnels que nous avons, le nombre de pays qui étaient desservis. Et je crois qu'on est capable de faire tout ce travail grâce à vous. Ce programme existe pour que vous puissiez également nous aider, nous soutenir sur le terrain. Et au niveau national, véritablement, faire un travail de sensibilisation et parfois de développement de contenus. Je crois que vous comprenez bien ce qui se passe au niveau local et quels sont les problèmes, des obstacles dans chaque pays. Ça nous permet de faire plus d'engagement. On ne peut pas être présent dans tous les pays d'Afrique. Ça serait très difficile même si on avait cette volonté.

Donc aujourd'hui, nous avons un bureau en Afrique qui est là pour nous aider dans notre travail d'engagement. Il est au

Kenya. Et donc ça fait partie de l'engagement et de la stratégie africaine que d'avoir un bureau régional africain en Afrique.

Donc on a parlé de beaucoup de sensibilisation aujourd'hui, et ça, ça fait partie – ça prend en compte toutes les parties prenantes. La société civile par exemple, si j'allais au Malawi aujourd'hui, je parlais à un groupe de la société civile, le gouvernement ne serait pas conscient de cela. Les universités non plus. Le secteur commercial non plus. Et ils n'auraient pas vu l'ICANN. Ils connaîtraient toujours mal l'ICANN. Donc il faut prendre en compte toutes les parties prenantes, tous les acteurs qui existent dans une société. C'est un écosystème et il faut que l'ICANN soit en mesure de toucher tout cet écosystème pour que l'on comprenne mieux le rôle de l'ICANN et qu'on réussisse à dépasser les obstacles qui puissent exister, pour que vous puissiez faire votre travail sur le terrain. Donc avec votre soutien, on peut s'assurer que toutes les parties prenantes, tous les acteurs reçoivent des informations nécessaires.

Si l'on regarde les objectifs globaux, c'est d'encourager la communauté africaine à, d'une manière efficace, participer à l'écosystème de l'ICANN. Cette participation doit être efficace. Les obstacles qui existent à une participation efficace, vous les connaissez. C'est qu'il faut s'engager en temps. Il faut travailler en tant que bénévole au-delà de votre travail payé. Il faut travailler avec passion. L'ICANN, c'est impossible de tout suivre.

Il faut se spécialiser un petit peu sur ce qui vous intéresse le plus. Mais votre responsabilité, c'est de lire beaucoup et rapidement pour que vous soyez bien informés. Pour que vous soyez au courant de ce qui se passe. Et ça, c'est difficile. Ça demande beaucoup, beaucoup de temps et de travail, de véritablement gérer les listes de diffusion, suivre ce qui se passe, lire ses courriels et ainsi de suite.

Donc j'aimerais finir. Oui. Nous allons passer au transparent précédent, c'est cela. Je vais terminer avec cela parce que le dernier transparent est sur le développement des capacités, le rôle que jouent les universités, la société civile, les gouvernements. On a besoin de formation spécifique pour répondre aux besoins.

Donc le type de développement de capacités que nous faisons est différent de celui d'autres groupes. Donc ce n'était pas possible de travailler seul. Une nouvelle fois, on a besoin de votre soutien. Nous sommes là pour vous aider autant que faire se peut. Et comme l'a dit le vice-président, n'hésitez pas à nous contacter et nous serons là pour vous soutenir. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Je voulais ajouter, pour les personnes qui posent des questions sur la formation du DNS, le Centre de DNS se trouve en Égypte. Donc si vous allez sur le site, vous trouverez des formations en

ligne et notre équipe travaille avec ce centre qui se trouve en Égypte.

Nous avons aussi sur cette diapo notre adresse e-mail pour joindre notre équipe de travail et pour joindre Pierre.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Pierre, Yaovi et Bob. Merci à tous les trois. Et maintenant, il nous reste une heure pour la discussion. Donc nous allons passer aux questions et aux réponses. Priscilla, allez-y. Levez la main et je vous donne la parole. Je vais vous noter vos noms dans l'ordre.

PRISCILLA KEVIN : Donc Priscilla de la Guinée, de la Papouasie. Il me semble qu'il y a eu plusieurs projets qui ont été mentionnés. Et je voudrais savoir quels seraient les deux facteurs de succès pour vous ? Ce qui vous a permis de parvenir à tout cela. Qu'est-ce qui vous a aidés ?

PIERRE DANDJINO : Merci pour cette question. Et bien sûr la référence est la stratégie africaine. La communauté à plusieurs projets sur lesquels nous nous concentrons, par exemple le projet du roadshow, la présentation sur le DNSSEC. Nous allons de pays en pays. Nous

travaillons avec les titulaires de noms de domaine. Nous nous assurons qu'ils comprennent bien le DNSSEC. Et nous leur proposons de l'appliquer pour leur propre fichier.

Bien sûr, nous avons jusqu'à maintenant fait une vingtaine de rencontres. Quand nous allons dans un pays, nous restons trois jours. Il y a cet atelier donc qui dure trois jours et nous faisons de la sensibilisation. Nous rencontrons les décideurs. Ensuite, nous avons deux journées d'atelier technique avec les titulaires de noms de domaine. Et ensuite, il y a notre propre plan d'action. On voit leur propre plan d'action. On essaye de voir combien de zones ils ont signées.

Aujourd'hui, on peut dire que six ou sept d'entre eux sont capables de signer leurs enregistrements de zone. Le GAC par exemple, aujourd'hui vous allez voir de plus en plus de gens qui viennent du GAC. Mais il y a quatre ou cinq ans, on avait seulement six ou sept personnes qui arrivaient. Aujourd'hui, 20 pays africains sont représentés dans le GAC. Pour nous, ceci serait bien, c'est que tous les pays africains soient représentés. Mais bien sûr, on a déjà bon nombre de représentants et nous formons aussi les gens.

Nous avons des chiffres concernant les gens qui viennent de bureau d'enregistrement, de registres, qui ont été formés en termes de marketing et autre. Pour nous, l'idéal par exemple : je

suis toujours content quand je vois quelqu'un comme mon ami d'Éthiopie ici. Puisque IDN c'est le nom de domaine internationalisé, nous voulons nous assurer que la langue africaine est, les scripts, tout le monde, sont représentés. Donc les langues et les scripts.

[Inaudible] il y a deux ans, nous nous sommes focalisés sur la participation personnelle. Voilà, maintenant, ce script est inclus dans le système. Donc pour nous, ici, l'important serait de savoir combien de l'en nous sommes capables d'utiliser et d'appliquer pour l'Internet. Donc, essayer de mesurer nos progrès.

SIRANUSH VARDANYAN : Etuate.

ETUATO COCKER : Etuate du Tonga. Ça fait plaisir de voir le travail qui a été fait à travers toutes ces années. Ma question est : quel est votre plus grand souci au niveau de la participation ? Quels sont les principaux soucis que vous avez ? Nous avons beaucoup de problèmes dans la région de l'Asie-Pacifique. Mais je pense que ce ne sont pas les mêmes que ceux que vous affrontez ici dans votre région.

PIERRE DANDJINO : Merci. Nous avons des pays qui appartiennent à la zone de l’océan Indien. L’Afrique représente 54 pays différents. Donc maintenant, on se demande comment participer avec 24 pays qui sont déjà. Et nous avons des parties prenantes nombreuses. Nous avons des ressources limitées. Et donc nous essayons d’atténuer ce type de problèmes en faisant de la sensibilisation auprès des parties prenantes.

Et je dois vous dire qu’AFRALO, avec Aziz à sa tête, tente de faire répandre notre message, de nous faire connaître. Mais on doit faire davantage, toujours davantage, sur ce point-là. Nous sommes encore – nous avons encore besoin davantage de volontaires. Nous ne sommes pas encore assez nombreux. Je ne sais pas si vous avez compris. Mais il y a quelque chose qu’on appelle la communauté habilitée. Elle existe aussi en Afrique. Ce n’est pas un acronyme moins.

Bien. C’est une communauté qui a un nom : communauté habilitée. Donc notre communauté au sein de l’ICANN a maintenant son mot à dire en termes de responsabilité. Il y a de nouvelles structures. Donc c’est important que vous apparteniez et que vous participiez ici.

Un de mes gestionnaires d’idées qu’il s’agit de faire du volontariat. Vous avez votre travail pendant la journée, mais si ça vous intéresse de participer ici et de travailler avec ICANN,

vous devez être préparés pour vous porter volontaires et offrir votre temps, votre expérience, et des fois, être prêt à participer à une téléconférence à deux heures du matin. Voilà. Ça fait partie de votre travail quand vous travaillez comme volontaire au sein de l'ICANN.

C'est un peu les problèmes que l'on a. J'en parle beaucoup avec les représentants de votre région d'Asie du Pacifique et je sais que nous avons un peu les mêmes types de problèmes.

SIRANUSH VARDANYAN : Inès.

INÈS HFAIEDH : Merci beaucoup, M. Pierre, pour votre présentation. Je suis Inès Hfaiedh. Je suis représentante du NTC, du comité exécutif pour l'Afrique du NTC. Je suis une boursière. Et j'ai vu une étude du marché de l'Afrique concernant le DNS. Et j'ai un problème au niveau de la méthodologie.

Ceux qui ont répondu à cette étude du DNS, on a identifié donc ces gens-là, ces différents secteurs, et le taux pour participer à cette enquête. Et le taux de réponse est tout à fait décevant ; 22 %, ce qui signifie que moins que 250 personnes ont répondu à votre enquête. Donc pour toute l'Afrique, seulement 250 personnes ont répondu. Ce chiffre est trop réduit. Mais la façon

dont ces gens ont été choisis et identifiés ne me paraît pas correcte non plus. Donc je pense qu'il faut revoir votre méthodologie pour faire des études du DNS. Premier point.

Deuxième point. Comment encourager la communauté africaine à participer davantage à ses études pour que ces études soient vraiment beaucoup plus- reflètent beaucoup plus la réalité? Merci beaucoup.

PIERRE DANDJINO :

Est-ce que vous êtes une nouvelle arrivante ? Parce que cette question, on n'a jamais parlé de l'étude du DNS ici. Donc c'est une bonne question. Oui. Très bien. Il faut y répondre maintenant. Je dis que c'est une bonne question, mais je dois dire que ce marché du nom de domaine, du système des noms de domaine, en Afrique, est le premier. C'est la première fois que nous avons un document qui essaie de dire voilà, c'est comme ça que ça marche. Voilà à quoi ressemble l'Afrique au niveau industriel.

Mais nous devons voir l'objectif de cette étude. Lorsque nous avons commencé, il y a deux ou trois ans, nous voulions nous assurer que nous pouvions soutenir cette industrie en Afrique. Mais la meilleure façon de faire cela, c'était d'abord de voir quel était son aspect. Donc on avait d'abord six bureaux d'enregistrement accrédité par ICANN, alors qu'il y en a plus de

1000 au niveau mondial. Donc notre idée était de voir comment obtenir une croissance.

Et on nous avait dit qu'il fallait qu'on soit 25, que l'on ait 25 bureaux d'enregistrement en Afrique il y a deux ans. Donc aujourd'hui, je crois que nous sommes neuf. Aucun ne fait vraiment un business intéressant au niveau de la vente des noms de domaine. C'est une réalité.

Alors maintenant, pour en revenir à votre question, il est clair qu'il ne s'agissait pas seulement des utilisateurs. On voulait avoir un spectre large de gens. On est allé, on a même fait des recherches sur certains des fichiers de zone. Mais de toute façon, c'est positif. Parce que ça nous ramène à notre problème en Afrique. Parce que j'ai été consultant pendant de nombreuses années et il s'agit de la difficulté d'arriver aux données. Et tous les consultants vont vous le dire, c'est un problème.

Ces consultants, je dois vous le dire, ils ont beaucoup de problèmes. Et même ceux qui sont les premiers intéressés, qui sont les registres, les titulaires de noms de domaine, ne répondent pas. C'est ça le problème. Donc votre question concerne ce que nous faisons parce que ce rapport, pour moi, est un point de départ. Ce rapport est plein de statistiques et cela vous montre, voilà, ce qui arrive. Ça, c'est les conditions dans lesquelles ce business et développer en Afrique. Et cela

indique des suggestions pour ce qu'il faut faire. Donc pour nous, c'est positif. C'est ce que nous voulons.

N'oubliez pas qu'un des produits pour nous importants, c'est ce que vous appelez l'observatoire pour le système des noms de domaine. C'est un point important pour l'Afrique. Ça n'a jamais existé. Ça n'avait jamais existé auparavant cet observatoire.

Et ensuite, nous allons travailler pour voir comment créer les conditions pour que la collecte de données soit plus facile, plus aisée à faire. Donc c'est un premier point. On nous l'a déjà dit hier, lorsqu'on a présenté ce rapport, et nous allons tenir compte de votre critique.

SIRANUSH VARDANYAN : Ceux qui veulent poser une question, Saïd, Chancelle, ensuite Tola et ensuite Judith. J'ai une liste ici. Et ensuite, nous vous donnons la parole.

SAÏD MARJAN ZAZAI : Siranush, merci. Je suis Saïd et je voudrais savoir le déploiement de la zone racine, de la zone L dont vous avez parlé. Et vous avez parlé de 10 000 USD pour les pays mal desservis. Les pays les plus pauvres. Comment affronter ses dépenses surtout lorsqu'on vient du centre de recherche d'une des universités ou ce type de choses ?

PIERRE DANDJINOU : Très bien. Bob va vous répondre.

BOB OCHIENG : Je voudrais vous parler aussi. Je voudrais répondre aussi à la première question qui a été posée tout à l'heure. C'est vraiment un défi pour nous, parce que, comme Pierre l'a dit, obtenir des données, même dans ccTLD, même après plusieurs appels, plusieurs rappels, on n'obtenait aucun résultat.

Et sur les 54 pays, seulement 22 pays ont répondu à cette étude. À moins que vous nous donniez d'autres informations, ce rapport est bien parce qu'il offre des informations. Nous, on est en train d'essayer d'analyser la possibilité de faire une mise à jour de ce rapport dans un ou deux ans, mais ça va dépendre de la bonne volonté de la communauté. Parce que si nous avons ces données, c'est bien. Sinon, nous n'aurons rien à analyser, à analyser dans ce rapport.

En ce qui concerne la racine L, et pour héberger une racine L, vous devez pouvoir acheter le matériel. C'est tout. Et le minimum pour obtenir ce matériel est de 2500 USD. C'est le coût. C'est le coût officiel pour le matériel. Et je crois que pour la connectivité, il y a d'autres frais. Mais je ne sais pas. Je ne pense pas.

PIERRE DANDJINO : Peut-être que ce n'est pas lié à la racine L. Il n'y a pas d'exigence. Vous pouvez acheter l'équipement. Et si vous êtes intéressés, vous envoyez une demande. Il y a un minimum à payer et ensuite c'est tout. Il n'y a pas d'autre coût requis pour la racine L.

SAÏD MARJAN ZAZAI : L'autre serveur racine que je connais comme F qu'APNIC gère ne fait rien payer. Ils encouragent certaines institutions à les héberger. Donc est-ce qu'il y a un programme, un système, pour que les pays mal desservis ou les institutions puissent éviter de payer cette somme ?

YAOVI ATOHOUN : Alors on vous a dit qu'il y avait deux types d'équipement ; il y a un équipement qui coûte environ 2000-2500 USD, c'est tout. Il n'y a pas d'autre coût associé à la racine L. C'est tout.

PIERRE DANDJINO : Et il peut y avoir des manières de s'arranger. On peut demander à être sponsorisé par exemple. Dans ce cas-là, pour la région africaine, AfriNIC à un mécanisme où ils peuvent sponsoriser ce système.

SIRANUSH VARDANYAN : Je vais vous demander à vous limiter à poser une question parce qu'il y a beaucoup de gens qui voudraient prendre la parole. Donc une question par personne s'il vous plaît. Tola, allez-y.

CHANCELLE NKOISSOU : Merci. C'est ma toute première réunion ICANN. Je suis ravie d'être là. Je voudrais d'abord commencer par un aveu, parce que j'avoue avoir suivi les Webinaires, avoir lu sur le site ICANN avant d'être là. Je pensais avoir plus ou moins compris. Mais je me rends compte que j'étais carrément un peu à côté de la plaque. Ici, on participe aux différentes sessions. J'ai de mieux en mieux perçu l'importance même de la chose.

Mais ma préoccupation est celle-ci. Particulièrement par rapport à l'Afrique parce que chez AfriCANN c'est là mon domaine d'intervention. Avant d'être ambassadeur de l'ICANN, si je parle ici c'est pour savoir est-ce que le gros problème au niveau de l'Afrique si elle a du mal à avoir du monde. Parce que pour moi, quand j'ai participé aux autres réunions avec les autres continents, ça peut encore aller. Mais non, il y a encore tellement à faire.

Mon ami l'a dit tout à l'heure. Pour un sondage où on ajuste 250, ça fait peur sur le nombre que nous faisons en Afrique. Est-ce

que le problème n'est pas véritablement au niveau de l'information ? Est-ce qu'il ne faut pas que les gens comprennent ? Parce qu'il y a beaucoup, je pense, qui ne savent pas, qui utilisent tous les jours l'Internet, mais qui ne savent pas du tout comment, quoi et où vraiment. Moi je voudrais savoir si notre première politique au-delà de tout ce qui va avec la technique, est-ce que notre premier combat ne serait pas de passer à l'information véritable pour que les gens puissent comprendre et pousser de l'avant. C'est ma préoccupation. Merci.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Merci bien pour cette contribution. Je crois que c'est très intéressant de vous écouter. Vous répondez vraiment à la question que je vous posais au départ. Pourquoi les gens, malgré tous les moyens qu'ils ont, continuent de venir aux réunions de l'ICANN. Vous avez raison. Je crois qu'il s'agit de s'organiser. Et peut-être, au niveau africain, ce n'est peut-être pas à l'ICANN de résoudre le problème que vous posez. ICANN ne pourra qu'apporter un soutien ponctuel comme nous le faisons maintenant. Mais vous avez raison. Il faut faire passer l'information.

Au niveau des structures africaines, je vois qu'il y a un travail à faire. Les Anglais parlent de « homework ». Vous devez faire

quelque chose aussi au niveau de l’Afrique dans les réunions, enfin dans les consultations, avant d’être ici. Voilà. C’est tout ce que je pourrais vous dire ; merci pour ce commentaire qui est tout à fait utile.

SIRANUSH VARDANYAN : Tola.

MAURICE TOLA : Merci beaucoup. J’ai deux commentaires et une question. Deux commentaires. Un commentaire à mon collègue ici. Un commentaire et une question.

Mon commentaire, c’est que Pierre, lorsqu’il a dit que pour les – concernant les activités, je vous recommande avant de partir de cette réunion, assistez à des réunions des unités constitutives. J’ai le responsable de l’IP qui m’a recommandé ça, et ça m’a permis de commencer. Lorsqu’on participe à ce type de réunion, on commence à participer vraiment. On apprend plein de choses et c’est très utile.

Ensuite, un autre commentaire concernant l’équipe africaine pour la recherche. Au niveau de la recherche, vous avez eu cette difficulté pour recueillir des données, mais on continue à faire des recherches et on obtient des données en Afrique. Alors comment est-ce que les consultants obtiennent ces données ?

Tout le monde fait des sondages et obtient des données. Alors, comment faire ? On peut tirer profit des boursiers, par exemple. Des boursiers qui sont présents dans toute l'Afrique. Et leur demander de nous soutenir dans ses recherches, parce que finalement, les boursiers se présentent en ligne, portent leur candidature, quelle que soit la difficulté.

Les boursiers, de toute façon, se présentent, présentent leur candidature. Donc ils attendent qu'on ouvre la possibilité d'avoir des bourses et ils se présentent. Et c'est la même chose. Ceux qui participent comme boursiers peuvent nous aider dans ses recherches. On peut tirer profit de cela. Et lorsqu'on a besoin de ce type de données, prenez les boursiers. Donnez-leur les documents et qui nous aide à répondre. Que la communauté travaille avec les boursiers directement. Je pense que ce serait une bonne chose d'utiliser cette équipe de boursiers.

Ensuite, ma question. J'ai vu qu'il y a des partenariats avec Le Caire, avec la Tunisie, je crois. Je voudrais savoir quelle est la relation entre l'ICANN et ces pays d'Afrique. Comment est-ce que ces partenariats fonctionnent et comment est-ce qu'on peut se joindre à ce type de partenariat ?

PIERRE DANDJINO : Eh bien, je vais répondre à la question de l'Égypte. Le Centre d'entrepreneuriat du DNS au Caire. Donc nous avons travaillé

par consultation avec mon collègue [Baheer] qui s'occupe du Moyen-Orient et des pays d'Afrique du Nord. Et nous avons compris que pour avoir un impact fort sur le DNS dans nos régions, pour développer véritablement un mécanisme avec lequel nous avons des présentations sur le DNS, des renforcements de capacités, et nous sommes en mesure d'avoir ces partenariats avec la NTRA d'Égypte, avec les autorités de régulation. Et nous avons des protocoles d'accord. Nous avons signé un document indiquant que nous allons envoyer des personnes en Égypte. Mais nous voulions nous assurer qu'un travail se passe en Égypte pour former et développer des compétences. Et également, si possible, avoir un centre pour les jeunes pousses d'incubateurs, un incubateur de sociétés Internet, d'entreprises Internet.

Pourquoi Le Caire ? Vous savez, je connais l'Afrique. Et lorsqu'on a voulu établir AfriNIC, ça nous a pris 10 ans pour décider du siège d'AfriNIC. Mais ils nous ont dit le sens prêt à vous, on veut faire partie de cela. Et nous sommes ouverts à tous les pays. Tous les pays peuvent être l'hôte de ce type de mécanisme. Donc c'est tout à fait possible.

YAOVI ATOHOUN :

Oui. Dans le cas de l'étude, le processus avant de lancer l'enquête et le questionnaire, l'ICANN a envoyé un commentaire

public de propositions, a fait un appel à proposition. Il y a une entreprise qui a été sélectionnée pour faire cette enquête.

L'entreprise sélectionnée à sa propre méthodologie, même s'ils ont un contact permanent avec l'ICANN pour répondre aux critères. Mais on a besoin d'informations très spécialisées. Et les registres n'étaient pas toujours très ouverts. Il ne voulait pas donner leurs sources, donner des informations et des données commerciales entre autres.

Il est vrai que de nombreuses personnes ne sont pas prêtes à contribuer. C'est la véritable question qui se pose. Il y a un problème qui se pose. Sur la liste de diffusion de l'Afrique, si les gens n'ont pas le temps d'aller sur le site Web, qu'ils puissent au moins prendre le temps d'envoyer un message.

Donc on a eu ces webinaires publics, et je crois qu'on a eu moins de 50 personnes qui ont écouté ce Webinaire et qui ont fait des commentaires. On n'a pas reçu de commentaires après Copenhague, mais regardez le peu de nombre de commentaires qu'on a, une vingtaine de commentaires publics, c'est très peu. On ne contribue pas assez et c'est un peu notre problème. On ne partage pas assez d'informations. Donc lorsque l'on veut obtenir un feed-back, un retour d'information de la communauté, c'est difficile. On ne le reçoit pas. Et je crois qu'on doit faire plus. On doit se porter volontaire et faire un travail de bénévoles

véritablement pour l'ICANN. C'est ça que je veux dire comme réponse.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci. Nous allons maintenant avoir Rainhanth. Donc Raihanth et ensuite [inaudible]. Ah Judith. Excusez-moi.

JUDITH SAMANTHA FEZEU : Oui. Je m'appelle Judith du Cameroun. Je suis avocate et j'aimerais savoir comment l'observatoire des noms de domaine fonctionne. Et deuxièmement, en tant que nouvelle venue, j'aimerais avoir des idées, des astuces, pour tirer profit de la participation à ces réunions une fois que je serai de retour chez moi dans mon pays.

PIERRE DANDJINO : Oui. Merci de votre question. Donc l'observatoire des noms de domaine, pour être franc, je ne sais pas exactement à quoi ça va ressembler. C'est une recommandation d'un consultant. Tout ce que nous savons, c'est que cet observatoire va fournir des mises à jour sur les noms de domaine en Afrique.

Donc le consultant a suggéré qu'il soit hébergé par AfriNIC par exemple. Et ça, il faut vraiment qu'on y réfléchisse. Nous avons le forum des noms de domaine qui va se passer le mois prochain

en Tanzanie, et c'est là où on va véritablement lancer le débat sur l'observatoire des noms de domaine. Et ce n'est pas seulement pour l'ICANN. Ça va être un véritable partenariat au niveau local en Afrique, sur les données, la collecte de données. Donc je n'ai pas de réponse précise pour cela, mais c'est un travail qui se poursuit.

En tant que nouvelle venue, vous nous avez dit en gros comment plus pouvoir participer. Moi je crois qu'en tant qu'êtres humains, on s'investit véritablement seulement dans ce qui nous passionne. Ce qui compte pour votre communauté. Mais vous voulez savoir quoi en retirer. Qu'est-ce que je vais en retirer ? Qu'est-ce que vous retirez de votre participation. Quand vous venez à l'ICANN, vous voyez qu'il y a tant de structures en place dans l'ICANN, au sein de l'ICANN. Et donc, vous devez vous concentrer.

Si vous êtes avocate, par exemple, la plupart des personnes qui viennent à l'ICANN, je n'ai pas de statistiques, on a 55 % des gens qui sont avocats, juristes. Alors que l'ICANN est relativement technique. Donc 50 à 55 % d'avocats, qu'est-ce que ça veut dire cela ? Ça indique que ce n'est pas seulement de la technique, l'ICANN. On parle de développement de politiques, on parle de résolution de conflits. Donc c'est important que les personnes comme vous s'engagent.

Et on a eu un atelier en Afrique et on a parlé des noms de domaine et des marques commerciales. Et on avait beaucoup d'avocats qui n'étaient pas au courant des noms de domaine et des problèmes juridiques que cela posait. Donc il y a des avocats africains qui se sont mis ensemble pour réfléchir à cela. Concentrez-vous sur ce qui vous intéresse. Par exemple, la propriété intellectuelle. Si c'est At-Large, et bien, le point de vue des utilisateurs finaux. Et bien investissez-vous là-dedans. S'il s'agit des registres, des affectations d'adresse, d'adressage et de numéro, allez voir l'organisation ASO.

Essayez de lire beaucoup, de vous renseigner beaucoup. Il faut lire. Il faut lire ces propositions de politique et il faut vous engager dans le débat et il faut faire vos propres propositions également, les avancer.

Si on parle de côtes à deux lettres ou trois lettres par exemple, c'est un bon débat. C'est utiliser des ccTLD par exemple comme deuxième ou troisième nom de domaine. Ce sont des choses importantes. Donc, comment avancer plus si vous n'êtes pas au courant des problèmes qui se posent ? Informez-vous. Informez-vous beaucoup sur ce qui se passe à l'ICANN. Voilà quelques-uns de mes conseils. Merci.

SIRANUSH VARDANYAN : Raihanath et ensuite on reviendra vers vous.

RAIHANATH GBADAMASSI : [...] faire une contribution. Vous avez évoqué le fait que la stratégie ne soit pas trop reconnue au niveau africain. Je voulais évoquer la question des statistiques sur l'implémentation de cette stratégie au niveau africain et qu'au lieu que l'ICANN attendent que les pays fassent appel pour l'accompagnement en ce qui concerne la question technique, mais plutôt que l'ICANN sollicite les pays, surtout ceux qui ont des registres, pour former les différents personnels qui travaillent au niveau des registres.

Ma question c'est celle de savoir si l'ICANN a une stratégie, le bureau africain à une stratégie d'accompagnement des ccTLD qui sont dans le processus de redélégation et qui rencontrent des difficultés avec les anciens gestionnaires techniques. Et je voudrais savoir si l'ICANN travaille en coordination avec AfriNIC sur la question de mise en place des serveurs racines, parce que la plupart des registres qui les gèrent nécessitent d'avoir un réseau IPv6. Et est-ce qu'il y a un accompagnement pour l'acquisition des adresses IPv6 au niveau d'AfriNIC ? Surtout qu'AfriNIC nécessite un certain nombre de critères pour vous attribuer ces adresses IP.

PIERRE DANDJINO : Merci. Je voudrais – il faut arrêter de penser qu'on doit supporter. Je m'excuse [inaudible]. Il faut qu'on se mette en tête que l'ICANN ne peut vous supporter par rapport à l'aspect spécifique des noms de domaine et autre. Je crois que c'est très important. Je vais peut-être vous fâcher. L'ICANN n'est pas les Nations Unies avec un projet pour aider. Non. Je pense que l'ICANN est avant tout c'est l'industrie, le business. Et en général, quand vous vous engagez dans cette industrie-là, il n'y a pas de raison de poser les questions que vous posez par exemple.

Par exemple, quand vous avez un ccTLD, un registre dans un pays, la question qu'on se pose aujourd'hui c'est comment se fait-il que nous avons par exemple en Afrique du Sud en millions d'enregistrements de ccTLD, et que dans la plupart des pays surtout francophones on est à peine à 400-500 enregistrements ? Ça, c'est une question. Mais ce n'est pas une question à l'ICANN, ça. Comment se fait-il que dans les pays les gens ne consomment pas les noms de domaine comme il faut ? Donc quelles sont les difficultés que les gens ont.

Je crois que c'est de ça qu'il s'agit. Et là, ce ne sera jamais l'ICANN. Ce ne sera jamais une réflexion à faire au niveau interne. Ce que fait l'ICANN d'une façon concrète, c'est ce que nous essayons de vous dire, nous soutenons.

Par exemple, AfTLD, c'est l'association africaine des ccTLD. Tous les programmes que nous faisons, c'est avec AfTLD. Le [Domaining] forum, c'est avec eux. Nous essayons de pousser au niveau régional. Donc je crois qu'il faut prendre l'information à ce niveau est peut-être travaillé avec eux.

Au niveau des allocations, bien sûr nous allons continuer à travailler puisque AfriNIC dépend de l'ICANN quelque part. Parce que c'est l'ICANN par l'entremise d'IANA qui alloue les plages, n'est-ce pas, des adresses IP. Ici nous travaillons. Nous avons un protocole d'accord avec AfriNIC, n'est-ce pas, dans le cas du L-Root, pas de L-Root, des copies du serveur racinent. Je dois dire que c'est un aspect. C'est ce que nous avons réussi quand même en Afrique. C'est-à-dire les serveurs racines, ce sont les copies. Je crois que vous comprenez tous.

Vous savez tous que quand on parle de serveur, n'est-ce pas, au niveau de l'Internet, il y en a 13. Fondamentaux, il y en a 13. 11, n'est-ce pas, aux États-Unis. Un en Europe et un en Asie.

Mais nous avons, [inaudible] de dupliquer, de copier. Et donc ces copies-là, aujourd'hui, sont dans 150 pays du monde. Donc vous pouvez, aujourd'hui dans votre pays, d'héberger, n'est-ce pas, une copie, n'est-ce pas, du serveur racine. C'est très intéressant.

Et je crois qu'aujourd'hui en Afrique, on a peut-être une quinzaine de pays qui disposent de cela. Donc nous avons un

accord avec effectivement AfriNIC pour nous accompagner. Et donc là, je vous le dis, dans vos pays, vous pouvez toujours requérir une copie du serveur racine et cela pour vous. Mais vraiment, quand vous avez dit Madame, il faut être dans un réseau. Mais être dans un réseau au niveau national, mettre en place un point d'échange, je m'excuse, ce n'est pas l'ICANN. Ça, c'est encore des arrangements au niveau national, n'est-ce pas ? L'ICANN ne va jamais vous dire fait ça, faites ça. ICANN n'est pas dans ce business-là. Vous comprenez ? Il y a des choses qui sont faisables, mais il faut qu'au niveau national ou régional que l'on puisse faire ce qu'il faut faire.

Yes, Yaovi.

YAOVI ATOHOUN :

En fait, pour ajouter à ce que Pierre a dit, on a une claire stratégie pour accompagner les pays dans les problèmes pour les questions de redélégation. C'est important à cette réunion – il n'y a pas de mythe – on a l'impression qu'il y a un problème. Mais après, nous nous sommes rendu compte qu'il n'y a aucun problème. C'est parce que les gens n'ont pas l'information où les gens pensent qu'il y a un problème. Il n'y a aucun problème. Et la stratégie, maintenant, que l'équipe a adoptée, nous faisons des réunions. On a comme le cas du Congo par exemple. On a fait une réunion avec le collègue du département IANA. On a fait

une réunion avec la structure qui gère le .CG ; on a fait une réunion directement, on a expliqué tout. Et là, on a dit quelle est la prochaine étape. Et je crois que maintenant, ça revient au Congo de faire les prochaines étapes.

La même chose pour les autres pays. Nous avons rencontré les autorités de la Guinée [Inaudible]. C'est un pays aussi. Donc depuis trois ans on l'a rencontré. Ils ont essayé de faire quelque chose. Mais ils n'avancent pas. Le Cameroun plusieurs fois. Donc en fait, c'est pour dire qu'en fait il n'y a pas de problème. Des fois, on a l'impression, on parle. Les pays où il y a des problèmes de redélévation, ils ne sont pas nombreux. Donc c'est au pays comme le VP l'a dit, c'est à ces pays de prendre les initiatives et vous allez voir que ça avance.

Mais dans chaque réunion, quand on se retrouve, les pays ne prennent aucune initiative et on a l'initiative, il n'y a rien qui est fait. Mais une fois que l'initiative est prise, je crois que l'ICANN l'accompagne. Et donc c'est ça.

Et par rapport aux adresses IP, aussi, c'est la même chose. C'est comme un mythe. Mais on ne consomme pas les adresses IP. Il suffit de faire une demande AfriNIC. AfriNIC va s'assurer que nous avons un minimum d'équipement. Quand on veut prendre cela, [inaudible] qu'on va utiliser. AfriNIC va juste vérifier si vous

avez un certain nombre d'équipements pour utiliser. Vous demandez, on vous donne.

Donc il faut passer cette information. Franchement, il n'y a rien de compliqué dedans pour avoir les adresses IP aussi. Et nous ne participons pas aussi aux politiques. Il y a des politiques en discussion en cours à AfriNIC où les gens souhaitent réserver des adresses pour les universités, [inaudible]. Et c'est à toute la communauté de contribuer à ça. Donc c'est pour vous dire encore, essayons de partager l'information que rien n'est compliqué et nous avons une stratégie pour accompagner. Chaque fois que c'est difficile, si vous envoyez une adresse à l'équipe en Afrique, on soutient les processus de redélégation. C'est ce que je voulais rajouter.

MURIEL ALAPINI :

Bonjour. Muriel Alapini.

J'ai entendu dans la stratégie, vous avez parlé du prix du DNS. Alors j'aimerais savoir les objectifs, les cibles et en quoi ça consiste exactement.

Je voulais parler par rapport au rôle de l'ICANN qui sensibilise, sensibilise, sensibilise. Est-ce qu'il n'y a pas moyen de convaincre les États? Parce que ça ne servira à rien que la

communauté travaille avec vous, que la communauté s'engage de toutes sortes, et que pour finir, les États ne fassent rien. Si les États ne trouvent pas, aussi ne sont pas convaincus je ne sais pas, par quel mécanisme, il faut qu'ils comprennent l'intérêt qu'ils ont à suivre les différentes normes qu'ils ont mises en place par la communauté, c'est-à-dire les citoyens de leurs pays. Et là, tout ce que vous faites, tout ce que nous faisons, finalement n'apportera pas de résultats concrets sur le terrain. Donc à part sensibiliser, l'ICANN ne peut pas faire autre chose pour que les gouvernements africains surtout comprennent à quoi ça va servir ?

C'était mes deux questions, parce que les autres, vous y avez déjà répondu. Merci.

PIERRE DANDJINO :

Merci pour cette question. Rapidement. Mes collègues vont certainement me compléter.

Je crois que vous posez une bonne question. C'est l'engagement des gouvernements en fait. C'est le grand problème. Nous avons un département à l'ICANN qui s'occupe de ça, par exemple qui s'appelle GE, « Government engagement », et qui essaye de faire la chose suivante. Vraiment. Mais c'est beaucoup plus orienté GAC. Parce que, vous savez, le GAC, « Government Advisory Committee », c'est vraiment là où les gouvernements

viennent et vont contribuer au développement des politiques à ICANN.

C'est vrai, c'est un peu compliqué pour eux, parce que la façon dont l'ICANN fonctionne, ça les trouble. Parce qu'ICANN n'envoie pas d'invitation. ICANN, c'est très rare que l'on puisse envoyer une invitation à un ministre pour venir à une réunion de l'ICANN. En principe, vous venez à une réunion de l'ICANN, vous allez vous inscrire, si ça vous intéresse, vous venez.

Donc, du coup, on a un problème là. Ils sont habitués à d'autres systèmes ou, effectivement, on leur envoie une lettre et on leur dit la prise en charge est là. Tout est bon. Venez.

On a déjà ce problème-là d'approche. Et n'oubliez jamais, ICANN ce n'est quand même pas les Nations Unies. [Inaudible]. Et de deux, les États vont à d'autres structures, ils sont en avant, business et autres sont derrière. Société civile, encore plus derrière. Et donc, ce sont les états qui négocient, qui prennent des positions, et voilà ils font les politiques pour les populations. C'est normal dans un cadre donné.

Le cas de l'ICANN, ce n'est pas ça. Ce n'est pas les gouvernements. C'est-à-dire que [inaudible] des délégations. En Afrique, nous avons dit ça oui pays qui ont des problèmes de redélégation. Et un pays ne va jamais résoudre ce problème-là en prenant [inaudible] un décret pour dire bon voilà, moi je

décète. Ça ne marchera pas parce que ça respecte un certain nombre de normes et un certain nombre de règles. Parce que pour nous, Internet doit marcher. Et si l'Internet doit marcher, vous ne le mettez pas dans la main de n'importe qui. On doit démontrer que l'on peut faire en sorte que l'Internet marche 24 sur 24. Qu'il n'y ait pas coupure. Et ça, il y a des règles à suivre.

Donc, pour revenir au gouvernement, effectivement, ce que vous dites est très important parce que si les gouvernements comprennent, au niveau national, peut-être que les choses ont changé. Là, ce n'est plus l'affaire de cette petite équipe de 30 personnes. C'est vraiment l'affaire de la communauté, n'est-ce pas. Il y a des pays où ça se passe.

Moi je voudrais juste lancer le truc suivant. C'est qu'il y a quelque chose que nous appelons multiacteurs. Multistakeholder. On démontre gens que ce qui se passe aujourd'hui, il faut- c'est une sorte de modèle. Le modèle de l'ICANN, c'est un modèle qui n'a jamais existé vraiment. C'est-à-dire, un modèle où le gouvernement s'assied au même niveau que la Civil Society pour discuter. Ça n'existe pas.

Donc, comment faire maintenant dans un pays pour que justement ce modèle soit compris. Je crois que c'est ça la grande question qu'il faut poser. Ce n'est pas tellement ICANN, parce qu'il nous arrive de temps en temps d'inviter les ministres

africains. Il y en a même qui viennent me voir. Il y a des ministres qui viennent me voir pour dire, « Bon, M. Dandjinou, moi, mon ccTLD, c'est géré par quelqu'un; moi je veux l'avoir c'est important ». « Mon président le demande ». Je dis oui, mais ce n'est pas comme ça que ça se passe. Venez déjà au GAC en parler et puis comprenez les procédures et puis ça va marcher.

Donc nous sommes, je veux dire, dans un modèle. Et je pense que dans les pays il faut que ça soit compris. Que c'est vraiment un modèle multiacteur et que ICANN ne fait que ce qui [inaudible]. ICANN ce n'est qu'un petit acteur en fait. Parce que dans l'écosystème de l'Internet, vous avez beaucoup d'autres qui font les choses. Vous connaissez l'IETF, par exemple, pour les protocoles. Vous connaissez ISOC. Vous avez une kyrielle d'organisations qui font beaucoup [Inaudible]. Vous voyez, la coordination du Web tout cela. Qui font des choses spécifiques. ICANN ne fait qu'un aspect des choses qui est la coordination des identifiants uniques. Donc je crois que par rapport à ça, votre question est bonne, mais ce n'est pas l'affaire de l'ICANN. Il faut qu'on trouve un moyen au niveau local de bâtir ce modèle-là. Donc je crois que c'est un travail que l'on doit faire tous.

SIRANUSH VARDANYAN : Adam ensuite. S'il vous plaît, soyez très brefs. Il ne nous reste plus que 15 minutes et j'ai plus de 10 personnes.

ADAM :

Merci beaucoup. Je suis Adam. Je viens du Sénégal. Chapitre ISOC Sénégal. Je vous remercie pour cette possibilité de prendre la parole. Je suis aussi un boursier et un nouvel arrivant. Et je suis dans ce programme. Pamela, est-ce que vous pouvez vous lever s'il vous plaît ?

Alors, cette jeune fille, hier, pendant une discussion, a eu une très bonne idée. Elle a dit pourquoi est-ce qu'on ne peut pas utiliser la télévision pour diffuser les activités l'ICANN, à commencer par l'Afrique du Sud. Ce qui se fait en Afrique du Sud.

Nous appartenons à l'industrie de l'Internet, mais je crois que nous savons que beaucoup n'ont pas accès à l'Internet en Afrique. Et si je pose cette question à tout le monde, ici dans cette salle, combien de gens ont accès, un accès abordable, à Internet, 24 heures sur 24, sept jours sur sept, chez vous ? Au Sénégal, on a peut-être un bon débit, mais je sais que dans d'autres pays, on n'a pas ce haut débit, ce système haut débit. Et on a 75 % de la population des États africains qui ne sont pas connectés.

Et je pense que cette jeune fille a eu une idée qui doit être encouragée. Je ne sais pas comment on peut le faire. Mais je pense qu'on peut utiliser la télévision. On peut créer une

télévision d'ICANN, par exemple, avec toutes les choses que l'on fait. Que ces choses soient présentées au monde entier. Et comme ça, nous pourrions créer des contenus en langue locale. Les gens traduiront dans les langues locales et on peut mettre un tas de choses à leur disposition. Le niveau de participation dans les discussions au niveau mondial doit augmenter.

En tant que boursier, j'essaye de participer. Quand je vois le nombre de participants en ligne, réunions en ligne je me demande pourquoi on est si têtue, d'organiser des séminaires Web, des listes de diffusion. Et avant que je ne vienne ici, c'était quelque part au Sénégal à 600 km ici, sans aucun accès à Internet, même pas un réseau téléphonique.

Et le FCM qui organisait notre voyage a dû m'appeler, et je leur ai dit j'ai huit heures pour aller à Dakar avant d'avoir accès à un réseau Internet ou à un réseau téléphonique. C'est une réalité que nous avons ici. Des fois je pense que nous sommes beaucoup trop loin de la réalité africaine.

Je viens ici, dans cette communauté, et ce que je vois c'est qu'on est très égoïste. Alors pourquoi est-ce que je dis qu'on est égoïste ? Parce que-

SIRANUSH VARDANYAN : Adam, il nous faut une question s'il vous plaît.

ADAM : Le fait est que lorsqu'il y a une discussion mondiale, en tant que représentant d'une communauté, pourquoi est-ce que nous ne pouvons pas, avec notre Internet, chez nous, permettre à tout le monde de participer dans une même salle ? Permettre à 10 personnes de participer ? Pourquoi est-ce que nous ne pouvons pas faire cela ? Voilà. C'est un problème. Et je propose une solution.

Je voudrais qu'on ait une analyse critique pour pousser les gens, pour les aider à changer la mentalité. Merci.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Adam. Est-ce qu'il y a une réponse ?

PIERRE DANDJINO : Merci beaucoup. Je pense que ces options, ces solutions que vous proposez, sont intéressantes. Utiliser la télévision pour diffuser ce que nous faisons. Et la proposition venait du Sénégal. Elle a déjà été faite, d'ailleurs. Elle venait du Sénégal.

Donc je pense que ce que l'on peut vous dire, c'est que l'on va considérer cela. Et notamment, en Afrique, on a quand même la radio aussi qui joue un rôle important en Afrique. Donc si vraiment on veut toucher une audience africaine, je pense que

ce serait d'abord la radio. Mais en tout cas, ce sont de bonnes suggestions, des commentaires intéressants. Donc nous sommes d'accord avec vous et nous allons nous assurer qu'on en tient compte. On va voir comment on peut le faire. Merci. Ce sont de bons commentaires et une suggestion dont nous tiendrons compte. Merci.

SIRANUSH VARDANYAN : Nous allons prendre une question d'un participant à distance. Il y a une question de Christian : « Comment est-ce que les parties prenantes et l'engagement des parties prenantes et évaluer ? Et est-ce que vous pensez que vous atteignez vos objectifs en tant qu'Africains ».

Que vous pouvez répondre ici ? Comment est-ce que l'engagement des parties prenantes s'évalue [elle-même], comment est-ce que votre groupe évalue ses propres activités ; je pense que c'est ça.

Pour combiner avec la question d'Anderson, « Il semble que participer à la communauté du GAC pose certaines difficultés, quels seraient les messages clés qui vous permettent de travailler avec les pays qui se sont joints dernièrement » et peut-être répondre à la question de Christian.

PIERRE DANDJINO : Bien. C'est une bonne question parce que ce que l'on voit maintenant c'est que l'ICANN est de plus en plus connue. Les activités des pays existent, donc on peut les soutenir. Et nous avons de plus en plus de demandes de soutien justement.

Et il y a quatre jours, nous avons eu une réunion pour les responsables des forces de l'ordre. Et les gens s'intéressaient à la manière de sécuriser le DNS. Et il y a eu beaucoup de demandes de gens qui voulaient venir ici pourraient aider par la suite leurs pays, donc participer à cet atelier pour pouvoir appliquer cela dans leurs pays. Les demandes augmentent.

Et une des stratégies que nous essayons de mettre en place pour nous assurer que nous avons un partenariat et que nous pouvons construire à différents niveaux, par exemple, actuellement nous travaillons avec les régulateurs africains pour établir un programme avec eux, faire un travail de renforcement des capacités. Et il va y avoir un partenariat de façon à mobiliser les gens au niveau régional et national pour faire ce que nous devons faire. Et nous ne pouvons pas travailler avec l'ensemble de l'Afrique, mais nous avons des partenaires qui sont très utiles et qui nous permettent de parvenir à nos objectifs.

Il y a des défis, je le reconnais. Mais si on travaille tous ensemble, on peut trouver un moyen de collaborer ensemble.

Et au niveau de la gouvernance de l'Internet, s'il s'agit de l'Afrique, 90 % du travail à faire doit être fait ici. Nous ne devons pas chercher à l'extérieur la solution à nos problèmes. C'est l'Afrique qui a 90 % de ce qu'elle doit faire qui doit être faite ici en Afrique.

SIRANUSH VARDANYAN : Bon. Sarata et Koliwe. Et ensuite [Navit], nous vous donnons la parole si nous avons encore un peu de temps.

SARATA OMANE : Merci. Sarata du Ghana.

Je crois que ma question a été déjà abordée. J'ai lu le rapport dans le wiki. Et les gouvernements des pays africains ne sont pas très intéressés donc. Et on dit que cela est dû au manque de ressources humaines et économiques. Je voudrais savoir si cela est dû vraiment à ce manque de ressources ou si c'est dû à un manque d'intérêt.

Et vu les recherches que vous avez faites, quelles sont les principales causes pour lesquelles les gouvernements ne participent pas ? Parce que je constate que le nombre d'ALS augmente pour l'Afrique. Et lors de l'assemblée d'AFRALO, on a dit qu'il y avait une recommandation pour que les individus soient acceptés en tant que membres individuels. Alors, puisque

les ALS, le nombre d'ALS augmente, le nombre de membres individuels augmente, pourquoi est-ce que les gouvernements ne suivent pas ? Merci.

KOLIWE MAJAMA : Merci. Koliwe Majama du Zimbabwe. Ma question est un peu similaire.

Je dirais, est-ce que vous êtes capables d'évaluer l'efficacité des structures existantes actuelles ? Notamment d'At-Large ? Et au niveau de la sensibilisation de la communauté, pour dire dans quelle mesure ils ont été efficaces pour sensibiliser certaines parties de la communauté qui devraient déjà utiliser l'Internet, mais qui ont des problèmes d'accès pour que ces personnes puissent contribuer au niveau du développement de politiques.

Deuxième partie de ma question–

SIRANUSH VARDANYAN : Une question s'il vous plaît. Nous n'avons plus le temps.

PIERRE DANDJINO : Bien. Nous nous excusons. Nous pouvons répondre à vos questions par écrit, par e-mail. Pas de problème. Bien.

Donc il y a ce showcase d'AFRALO, il y a un cocktail. Vous pouvez venir ; en buvant un petit verre, on pourra échanger et continuer à en parler. Bien.

À propos de votre question, il y a plusieurs choses ici. Quelles que soient les conclusions que les consultants ont atteint suite à leur travail de recherche, ce que je peux vous dire, les politiques nationales sur l'Internet, c'est-à-dire, sont peut-être responsables. Il faut voir ce qu'un pays spécifique veut obtenir à travers l'Internet. Est-ce qu'il s'agit seulement de permettre à votre population d'utiliser Facebook et Google ? Ou est-ce que c'est parce que vous voulez utiliser cet outil qui est l'Internet pour promouvoir le développement de votre pays ? Tout cela est possible. Tout est possible avec Internet. Si les pays sont capables d'appréhender tous les problèmes qu'ils ont, ils peuvent mettre en place des politiques adaptatives.

Par exemple, on parle de coût. Ça, c'est un problème. OK. Le premier problème que le consultant a nommé était un problème d'accessibilité. Alors quelles sont les infrastructures qui existent. Alors, si ces infrastructures n'existent pas, si elles sont coûteuses, quelles sont les stratégies que vous mettez en place pour résoudre ce problème. On parle de la Banque mondiale. Est-ce que vous attendez qu'un opérateur vienne ? Est-ce que vous mobilisez les ressources dans votre pays ? Il peut y avoir des manières innovantes à travers lesquels vos pays, vos

gouvernements, pour faciliter l'accessibilité à Internet à leur population. Il y a des pays qui sont arrivés d'ailleurs. Alors je pense que c'est une question de politique. La façon dont le pays comprend l'importance de tout cela. Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une question d'ignorance, mais cela montre aussi que vous – je ne vais pas rentrer dans le débat des ALS et la participation des individus en tant que membre –, mais ce que vous faites au niveau de votre pays pour aller voir le gouvernement, pour en parler avec eux, pour parler avec de ces problèmes, c'est une approche. Leur parler de ce modèle, de cette approche multipartite. Les pays doivent commencer à comprendre.

Les pays souvent réagissent selon le modèle ancien. Donc s'il s'agit de communication, ils savent comment le faire. Laissons-le entre leurs mains. Mais au niveau de l'Internet, Internet change les modèles. Donc par exemple, les personnes responsables de la réglementation réglementaient quoi ? Les télécommunications. Maintenant, il faut réglementer les noms de domaine. Il faut réglementer la question de la communication mobile. Il y a tellement de choses. Ils ne savent pas que faire. Donc c'est là que vous entrez en jeu comme personnes qui participent au niveau local et discutent de ces problèmes de façon à leur expliquer que ce sont des anciens modèles qui suivent et que si l'on continue comme ça, ça va prendre des siècles pour que l'Afrique soit connectée.

La question du développement de contenus, les applications, il y a des pays où cela a lieu. On a 300 et quelques de ce type de choses dans les pays d’Afrique. Mais quelles sont les stratégies qu’ils mettent en place. Ce sont des start-ups. Ce sont les développeurs que l’on voit, qui apparaissent en Afrique. Ce sont de bonnes idées. Comment est-ce que l’on alimente, comment est-ce que l’on encourage tous ces gens pour ce qu’ils soient-pour qu’ils contribuent à votre PIB.

Donc ce n’est pas seulement qu’ICANN va venir investir de l’argent dans votre pays. C’est aussi une question de stratégie générale pour aborder ces problèmes, pour suivre les problèmes, pour voir comment ils sont résolus et pour voir dans quelle mesure cela bénéficie le pays. Voilà.

Ce ne sont pas des réponses, mais je vous explique c’est comme ça qu’il faut avancer.

SIRANUSH VARDANYAN : Je suis navrée. Nous ne pouvons plus prendre de questions. Donc si vous voulez, vous pouvez venir à la réunion et au showcase d’AFRALO et de l’Afrique et vous pouvez communiquer avec ces trois messieurs qui sont pleins d’intérêt. Il y a plein de questions que vous pouvez leur poser, des questions qui doivent être posées et que l’on doit répondre. Donc merci d’être venu. Merci d’avoir participé.

Et je dois aussi vous dire que Chris Mondini, vice-président de l'ICANN pour l'Amérique du Nord est aussi responsable de la partie commerciale. Il se trouve maintenant dans le stand d'information. Donc si vous voulez parler de développement commercial, vous pouvez aller le voir dans ce stand qu'il va tenir cet après-midi. Et vous pouvez venir aussi au showcase d'AFRALO.

Un commentaire de Pierre. Un dernier commentaire de Pierre.

PIERRE DANDJINO :

Je m'excuse de vous interrompre. Mais une chose que j'ai constatée, c'est que beaucoup de nouveaux arrivants, même ceux qui ont des personnes qui les suivent, ne s'annoncent pas au niveau national. Et même, je dirais, on nous disait qu'on envoie un membre de notre gouvernement au GAC, mais on ne sait pas du tout ce qu'il fait là-bas. Voilà ce que me disait quelqu'un. Donc je dirais que peut-être qu'il faut s'organiser de façon à ce que vous disiez quelque chose quand vous rentrez chez vous. Organisez des réunions. Dites aux gens ce qui s'est passé, qu'est-ce qu'on a fait, comment participer aussi au niveau national. C'est très important aussi. Et c'est un des critères aussi importants pour nous.

SIRANUSH VARDANYAN : Je suis tout à fait d'accord avec vous. Et un des critères pour les boursiers, c'est d'envoyer un rapport. Donc nous voudrions-nous allons partager davantage de choses avec vous. Nous comptons sur ce travail de votre part. Et nous avons fini aujourd'hui. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]